

2 Politique

Mise en place de la Commission ad hoc paritaire en charge de suivi-évaluation des Actes du Dialogue politique

Le sujet à nouveau d'actualité



Le Vice-président de la République (VPR), Pierre-Claver Maganga Moussavou, échangeant avec ses hôtes.



Une phase du Dialogue politique.

ONDOUBA'NTSIBAH

Libreville/Gabon

En début de semaine, la question relative au suivi-évaluation des décisions prises lors des assises politiques d'Angondjé, de manière consensuelle, par la majorité et l'opposition dite "modérée", est revenue sur la table. C'était lors de la rencontre entre le Vice-président de la République, Pierre-Claver Maganga Moussavou, et une partie de ladite opposition. La mise en place de la structure y relative serait-elle imminente ?

BEAUCOUP commençaient à s'interroger sur la mise en place de la Commission ad hoc paritaire de suivi-évaluation des Actes du Dialogue politique. Certains soupçonnaient même une volonté du pouvoir de ne pas appliquer cet Acte des assises politiques tenues dans notre pays en avril et mai derniers. Voilà que depuis quelques jours,



Une vue des participants à la séance de travail avec le VPR.

ce sujet est à nouveau sur la table. La question a en effet été évoquée lors de la rencontre, en début de semaine, entre le Vice-président de la République (VPR), Pierre-Claver Maganga Moussavou, et une délégation des partis politiques de l'opposition dite "modérée" ayant participé au forum politique d'Angondjé. Celle-ci était conduite par le président du Parti pour le développement et la solidarité sociale (PDS), Séraphin Ndaot Rembogo.

Parmi les membres de ladite délégation figurait, entre autres, le leader de l'Union du peuple gabonais (UPG), Mathieu Mboumba Nziengui. Même si peu de choses ont filtré de cette séance de travail autour du VPR, du moins en ce qui concerne les propositions de l'opposition, on peut néanmoins souligner, en reprenant les propos du président Séraphin Ndaot Rembogo, que les échanges ont essentiellement tourné autour de "la participation de l'opposition

à la Commission ad hoc paritaire (majorité-opposition)". Occasion aussi pour Pierre-Claver Maganga Moussavou de rassurer ses interlocuteurs, de ce que cette structure chargée de suivre et de contrôler la mise en pratique des résolutions issues du Dialogue politique serait en passe de voir le jour. La question que l'on est en droit de se poser aujourd'hui est celle de savoir quels partis politiques de l'opposition feront partie de cette structure ? Cela,

quand on sait que peu après la formation du gouvernement d'ouverture, autre recommandation des assises d'Angondjé, au nord de Libreville, une trentaine de formations politiques ayant pris part au Dialogue avaient effectué une sortie pour dénoncer certaines pratiques. Ce groupe dont le président de "La troisième voie", Gérard Ella Nguema, s'était fait le porte-parole, avait déclaré avoir mis fin "aux mandats de représentation accordés aux coprésidents de l'oppo-

sition". Ce dernier et les siens disant "ne plus se reconnaître dans les démarches solitaires qui seront entreprises par ces personnalités (Pierre-Claver Maganga Moussavou du PSD et René Ndemzo'o Obiang de DN)".

Mieux, les représentants de la trentaine des partis initiateurs de la déclaration lue, alors, par Gérard Ella Nguema avaient dit "s'opposer à toute tentative de voir figurer d'autres militants du PSD, du PDS et de DN au sein de la Commission de suivi-évaluation des Actes du Dialogue politique". Ces derniers avaient d'ailleurs, par la même occasion, annoncé qu'ils suspendaient, "jusqu'à nouvel ordre", leur participation aux travaux du Conseil national de la Démocratie (CND)".

Qu'advient-il, si jamais leur menace n'était pas prise en compte lors de la désignation des membres de cette Commission ad hoc ? En tout cas, pour le moment, nous n'en sommes pas encore là.

Vie des parti/UDL (tendance Jean de Dieu Ekwaghe)

Un congrès à l'horizon !

SM

Libreville/Gabon

Le président de cette aile dissidente de l'Union pour le développement et la liberté (UDL) a dit vouloir mettre un terme au contentieux qui fait de cette formation politique un parti à deux têtes. Cela passe par le congrès qu'il compte organiser dans les semaines, voire les mois à venir. But : changer la dénomination de sa tendance.

L'UNION pour le développement et la liberté (UDL), tendance Jean de Dieu Ekwaghe Anzelé, a récemment effectué sa rentrée politique, à Makokou, chef-lieu de la province de l'Ogooué-Ivindo. Là-bas, le président de cette aile dissidente de l'UDL a laissé entendre, devant ses militants et sympathisants, qu'il compte, dans les semaines ou mois à venir, organiser un congrès au



Le président de cette formation, Jean de Dieu Ekwaghe Anzele s'adressant aux populations.

terme duquel son aile pourrait changer de dénomination. Une idée plus que certaine, que Jean de Dieu Ekwaghe entend désormais concrétiser, pour permettre à lui et aux siens de pouvoir préparer au mieux les prochaines échéances législatives. Ainsi, cette rentrée politique aura permis à cet acteur politique de

l'opposition dite "modérée" de préparer les populations de cette contrée aux prochaines échéances électorales. Notamment, à travers des explications des résolutions du Dialogue politique tenues à Angondjé, dans la commune d'Akanda, au nord de Libreville. Résolutions devant être traduits en textes de loi après leur adoption au Parlement.



Une vue des femmes mobilisées pour le partage des sémences.

Concernant ce volet, M. Ekwaghe s'est surtout attardé sur la résolution relative au nouveau découpage électoral, proposé de façon consensuelle, par les acteurs politiques de l'opposition et de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence. Laquelle, a-t-il dit, fait du canton Ntang-Louli et le deuxième arrondissement de la commune

de Makokou, un siège électoral. Là aussi, il a invité ses interlocuteurs à être prêts à soutenir massivement les candidats qui seront retenus pour le compte de l'UDL, le moment venu. Sur un tout autre plan, on notera que ladite rentrée politique a été l'opportunité pour ce pan de l'UDL, de pouvoir poser quelques actions à caractère social.

D'abord dans le cadre de l'assainissement de la ville, où le président et certains cadres de cette aile ont lancé une opération de curage des caniveaux en mobilisant plusieurs jeunes de leur formation politique. Puis, en distribuant des sémences de culture à près de trois-cent (300) femmes du canton Ntang-Louli, dans le département de l'Ivindo.